

GRÈVE DES CONTRÔLEURS ÉCONOMIQUES

Les ports et postes frontaliers bloqués

Pour la seconde journée consécutive, les fonctionnaires du ministère du Commerce, en l'occurrence les contrôleurs économiques et de la répression des fraudes ont poursuivi, hier, leur mouvement de protestation. Ils menacent de radicaliser leurs actions «si la tutelle ne donne pas suite à [leurs] revendications».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Cette montée au créneau des fonctionnaires du ministère du Commerce est perçue comme «une réaction légitime aux propos tenus, dernièrement, par le premier responsable du département». Selon notre source, «Mustapha Benbada a parlé de tous les sujets sauf des revendications des travailleurs du secteur».

«Aujourd'hui, notre seule réponse, c'est la grève, et nous comptons maintenir la pression jusqu'à l'aboutissement de nos revendications», a souligné un membre du Syndicat national du personnel du ministère du Commerce rencontré hier à Alger.

Et d'ajouter : «Après cette grève nationale de deux jours, nous allons observer une autre grève périodique chaque semaine au sein de toutes les struc-



Photo : DR.

tures relevant du département du Commerce», faisant allusion aux ports et autres postes frontaliers.

Pour rappel, les contrôleurs économiques et de la répression des fraudes, au nombre de 4 000 réclament en priorité la révision de leur statut particulier «pour le mettre au niveau de celui des personnels de secteurs similaires (impôts, douanes, Trésor public, ndlr)».

Quant au régime indemnitaire, le syndicat affirme avoir été «parmi les trois premiers à déposer le dossier, en 2009. Aujourd'hui, on nous pond un

régime indemnitaire qui ne reflète nullement la réalité de nos attentes». La liste des revendications ne s'arrête pas là. Il est également question du «manque de formation», du «problème de la sécurité des agents» et du «manque de moyens» dont souffre le secteur, en particulier le transport.

Comme cela fut le cas lors des deux jours de débrayage, seuls les grues, les clarks et les chariots élévateurs ont fonctionné au niveau des ports et des aéroports algériens durant les quatre jours d'arrêt observés par les contrôleurs relevant du

ministère du Commerce. Bien que le préjudice causé durant les trois jours est incommensurable, le ministre n'a pas daigné répondre aux revendications socioprofessionnelles qui lui ont été transmises par la Direction régionale du commerce d'Alger.

Une inertie qui a exacerbé la colère des contrôleurs, résolus à reconduire leur mouvement qui ne manquera pas de causer des préjudices de diverses natures.

En ne délivrant pas de certificats de conformité aux centaines de conteneurs débarqués, les contrôleurs produiront un effet de chaîne. Ils condam-

neront les services des douanes à geler leurs activités, lesquelles commencent dès la délivrance du certificat. Il est à signaler que ces derniers ne pourront traiter les quelque 300 déclarations en douane recensées par jour dont chacune peut concerner 20 à 50 conteneurs.

Cette situation conduira inéluctablement à une saturation des ports, contraints de stocker des dizaines, voire des milliers de conteneurs dont les frais seront supportés par les importateurs. Du côté du ministère du Commerce, l'estimation du taux de suivi est inférieure de plus de la moitié. «Au second jour, nous sommes à moins de 41%», affirme-t-on, considérant, par ailleurs, que «le service minimum doit être assuré surtout dans le contrôle aux frontières».

Pour le ministère du Commerce, les revendications du syndicat seront prises en charge, mais cela demande du temps.

«La question de la révision du statut particulier et celle du régime indemnitaire qui en découle dépendent de la Fonction publique», ajoute-t-on. Quant à la revendication relative à l'indemnité du fonds de rendement commun (IFRC), on indique que le syndicat a obtenu des autorités son paiement tous les six mois.

A. B.

LES TRAINS
REMIS SUR
LES RAILSLes
cheminots
obtiennent
gain
de cause

Les cheminots ont repris, hier, du service. Après deux jours de grève qui ont perturbé le transport ferroviaire à Alger et dans sa beaulieu, un consensus a été trouvé entre les syndicalistes et la direction générale de la Société nationale du transport ferroviaire (SNTF).

Dans un communiqué, la Fédération nationale des cheminots a indiqué que l'entreprise ferroviaire a donné son accord pour l'octroi d'une prime de traction pour les chefs de réserve. Les travailleurs vont également bénéficier d'une indemnité de surveillance et de contrôle en ligne dont le taux est de 15% du salaire de base, ainsi que l'instauration d'une nouvelle prime de dépannage prenant en charge les tâches liées aux actions de maintenance légère réalisées en ligne et dont le taux a été fixé à 6%.

S. A.

GRÈVE D'ALGÉRIE POSTE

Les postiers menacent de passer
à la vitesse supérieure

Ayant entamé un large mouvement de protestation depuis samedi dernier, les postiers sont déterminés à rester mobilisés jusqu'à la satisfaction de leur plateforme de revendications.

F. Zohra B. - Alger (Le Soir) - Une situation de statu quo caractérisait hier la grève des postiers alors que nombre de bureaux de poste avaient gelé leurs activités, notamment au centre et à l'ouest du pays.

Les travailleurs d'Algérie Poste, toujours mobilisés, maintiennent leur plateforme de revendications, qu'ils exigent de discuter, d'ailleurs, avec le ministre lui-même et non pas avec le premier responsable d'Algérie Poste.

La principale revendication des travailleurs en grève concerne notamment une augmentation des salaires à hauteur de 30% ainsi qu'un avancement dans le grade en fonction de la compétence et aussi de l'ancienneté. Les grévistes réclament, par ailleurs, le respect des accords conclus suite à la grève organisée au mois d'avril dernier. Leurs revendica-



Photo : DR.

tions concernent aussi les primes de rendement individuel et collectif, et ce, avec effet rétroactif depuis l'année 2004.

Il est, en outre, à noter que le nouveau syndicat risque la dissolution par l'entreprise qui, d'ailleurs, considère le mouvement de protestation illégal, du fait qu'aucun préavis de grève n'a été déposé. A cet effet, l'ad-

ministration de l'entreprise pourrait recourir à la justice pour mettre fin au mouvement de protestation des postiers.

La grève a, d'ailleurs, gelé hier les services dans un grand nombre de bureaux de poste, notamment dans la capitale et les régions du centre et de l'ouest du pays. Les syndicalistes menacent de durcir le

mouvement de protestation si la direction continue d'ignorer leurs principales revendications.

Pour sa part, le premier responsable de l'entreprise avait déclaré sur les ondes de la radio que la situation financière de l'entreprise ne permettait pas, pour le moment, une revalorisation des salaires.

F.-Z. B.